

V14 2025 05

Conseil d'arrondissement du 28 Janvier 2025

VŒU SUR LE LOGEMENT ETUDIANT

Déposé par Agnès BERTRAND, Anissa GHAIKI, Carine PETIT et les élu-es de la majorité municipale

Considérant la crise du logement à Paris en particulier pour les étudiants

Considérant la précarité de nombreux étudiants et de leurs conséquences sur leur santé physique et psychique et la réussite de leurs études

Considérant la réforme du calcul des Aides Personnalisées au Logement en 2021 qui a pénalisé les jeunes qui ont souvent des contrats courts de travail

Considérant les 282 000 logements inoccupés et vacants à Paris

Considérant que les politiques actuelles du gouvernement ne répondent pas aux besoins urgents du logement

Considérant la décision de Valérie Pécresse la Région Ile de France de suppression de toutes les aides de la Région Ile de France à la construction et à la rénovation du logement social

Considérant que le logement étudiant est aussi concerné par ces coupes budgétaires alors que des dizaines de milliers de jeunes franciliens ne sont pas en capacité de se loger dignement

Considérant la volonté de la Ville de Paris de privilégier les opérateurs tels que le CROUS, le Cité internationale ou les résidences étudiantes des bailleurs sociaux qui garantissent une vraie politique sociale d'accompagnement des étudiants.

Pour toutes ces raisons et sur proposition d'Agnès BERTRAND, Anissa GHAIKI et les élus du groupe Paris en commun, socialiste, communiste, citoyen du 14^{ème} arrondissement, le Conseil d'arrondissement émet le vœu

- que l'Etat :
 - o donne aux collectivités la possibilité de réquisitionner les logements vacants en zone tendue dont une partie en urgence pour du logement étudiant
 - o augmente les APL en zones tendues
 - o augmente la taxe sur les résidences secondaires et sur les logements vacants afin de remettre des logements sur le marché locatif
- que Valérie Pécresse, la Présidente de la Région Ile de France n'aggrave pas la crise immobilière actuelle et rétablisse les crédits dédiés au logement social dans son budget 2025